

jouir de l'administration qui se réflète dans toutes les sphères de la société, que nous vivions à Montréal, Toronto, Halifax ou Vancouver.

Monsieur le président, qu'est-ce qu'il faut faire pour rétablir l'équilibre économique? Nous devons assurer l'équilibre entre le revenu familial et celui des compagnies, de même qu'entre les impôts et les réserves, ce qui ne se fait pas actuellement. Aujourd'hui, des milliards de dollars sont accumulés dans les réserves, et les institutions qui mettent ces milliards dans les réserves ne sont pas taxées. On ne paie aucun impôt sur des milliards mis en réserve et avec lesquels on fait d'autres profits qui ne sont pas taxés.

Il faut mettre de l'ordre entre les besoins, les coûts et les prix; il n'y a pas d'ordre entre les besoins, les coûts et les prix, entre les patrons, les ouvriers et les dépendants; il n'y a pas d'ordre entre les classes de la société. Il faut surtout mettre de l'ordre entre le capital, le travail et le droit vital. Là encore, il existe un déséquilibre et personne ne s'intéresse vraiment à régler le problème.

En quelques mots, nous voyons tous les malaises et nous voyons dans quels domaines nous devrions agir en vue de régler les problèmes. Il faut surtout régler le problème de la production, de la consommation et de la capitalisation.

Voici trois choses dont le ministre des Finances aurait dû tenir compte: la production, la consommation et la capitalisation. Il faudrait veiller à l'ordre et à la justice dans ces domaines.

Alors, monsieur le président, les effets du régime actuel sont évidents. Nous sommes témoins de l'abandon des fermes, des faillites des entreprises familiales, de la stagnation des petites villes, de la croissance du taux de chômage et de la pauvreté dans les grandes villes.

Voilà les signes évidents de la décadence prochaine d'un régime et de sa ruine totale. Pourtant, on chante la gloire et la magnificence de ses dirigeants, dont la suffisance n'a d'égal que l'insouciance.

• (3.00 p.m.)

Le régime s'effondre et entraîne tout dans la ruine finale. Mais on ne veut pas le voir. On refuse tout avertissement bienveillant. Les gouvernements les mieux disposés, apparemment, se contentent d'une activité fébrile, mais toujours à côté des vraies solutions et des vrais problèmes, qu'on refuse de voir.

Tous les dirigeants parlent d'augmenter la production. Mais on produit déjà trop, et les produits sont beaucoup trop chers par rapport au pouvoir d'achat de la population, qui vit dans l'indigence et l'insécurité, car elle est taxée et surtaxée par des gouvernements qui, à tous les paliers, accusent sans cesse des déficits.

Depuis 40 ans, soit depuis le krach de 1929, on cherche des solutions au déséquilibre économique dans tout le monde capitaliste. Les dix années de crise, les cinq années de guerre, les 25 années d'après-guerre, bref, rien n'a encore pu réussir à ouvrir les yeux du monde capitaliste. Tout ce qu'on fait, c'est de produire davantage, recycler la main-d'œuvre, automatiser les industries et réaliser de plus gros profits en payant moins de salaires, en employant moins de salariés, en ruinant la petite entreprise, en détruisant le pouvoir d'achat, en chambardant l'ordre établi dans le commerce, les services, la main-d'œuvre, la vie économique des petites villes, des campagnes et de toutes les personnes humaines incapables de s'agripper aux insaisissables tentacules du gros capital des actions et des obligations.

Les millions ont certainement leur importance, dans l'ensemble, dans la vie économique d'une nation. Mais la nation, ce n'est pas seulement quelques riches, quelques savants et quelques puissants capitalistes, professionnels et politiciens à la tête des 22 millions de Canadiens dont tout l'ensemble fait le Canada.

Inutile d'attendre que la crise actuelle se développe davantage, en attendant l'avènement d'une prochaine guerre mondiale, qui est en préparation compte tenu des escarmouches qui, constamment, surgissent dans divers points du globe, au-delà et en deçà des frontières de notre beau pays.

Reprenons vite nos esprits. Regardons autour de nous. Nous ne sommes pas seuls; il existe quelque 10,000 millionnaires au Canada, quelque 10,000 présidents et directeurs des 800 plus grandes compagnies ou institutions millionnaires, avec valeurs inscrites en Bourse ou non. Et même si nous étions seuls, que pourrions-nous faire avec nos millions de dollars?

Imaginons un instant que les 7 millions d'enfants canadiens âgés de moins de 16 ans soient disparus, que les collèges et les universités n'aient plus d'élèves, que tous les professeurs soient inutiles, qu'il n'y ait plus de chômeurs à recycler, que tous les curés, vicaires, commerçants, médecins soient devenus inutiles et se cherchent de nouveaux emplois convenables.

L'inflation, le commerce extérieur, les exportations, la guerre ne sont plus des moyens suffisants pour satisfaire la patience d'un peuple qui voit clair, qui sait lire entre les lignes du grand jeu. Réveillons-nous, relevons-nous, reprenons vite nos esprits, réagissons le plus vite possible parce que, monsieur le président, il est plus que temps que nous posions des actes humanitaires. Il est plus que temps que nous nous réveillions et que, tous ensemble, nous organisions un système économique viable, où le coût de la vie serait réduit...

L'hon. M. Pepin: Un vrai paradis terrestre!

M. Latulippe: ...et où nous pourrions concurrencer d'autres pays.

Nous pourrions aussi rendre service aux Canadiens en réduisant les prix. Pour les réduire, il faut diminuer les taux d'intérêt, et pour les réduire, il faut prêter de l'argent, si on veut réaliser le plein emploi.

Le tout ne peut pas se faire autrement, monsieur le président, que par des investissements en masse. La Banque industrielle de développement prête présentement de l'argent à 10, 11 et 12 p. 100 pour développer le commerce. Est-ce en payant 10 ou 12 p. 100 à la Banque industrielle, en payant des taxes, particulièrement la taxe de 11 p. 100 sur les matériaux de construction, de même que la taxe d'accise de 12 p. 100, etc., que l'on pourra songer à concurrencer les autres marchés extérieurs et à réduire le coût de la vie?

Voilà les domaines où des réformes s'imposent. Je demande donc au ministre, qui fait réellement son possible dans la conjoncture économique actuelle, de faire tout son possible pour remédier aux problèmes actuels.

Il ne faut pas se borner uniquement à un travail de routine ou à des cataplasmes sur des jambes de bois. Il faut mettre les emplâtres là où est le vrai mal, soit dans la distribution. Le vrai mal vient des taux d'intérêts excessifs, du coût de la vie trop élevé. C'est là qu'il faut intervenir, afin d'équilibrer l'économie, ce qui, par ricochet, serait susceptible d'apporter un correctif au vrai problème.